



2017-2022 : MACRON PROMOTION SIDA

Act Up-Paris est au front dans la lutte contre le VIH/SIDA depuis 30 ans, pour l'accès aux soins pour touTEs, pour défendre avec force l'exceptionnalité du sida, pour lutter contre les discriminations, dans la défense des droits des minorités, des personnes LGBTQI, des travailleurSEs du sexe, des personnes trans et intersexes, des personnes incarcéréEs et des usagerEs de drogues.

Dans notre histoire collective de luttes, comme dans nos histoires singulières face au VIH/SIDA, malgré cette possibilité de tomber, de mourir, de disparaître, nous avons été et restons systématiquement confrontéEs à la stigmatisation, au profond et récurrent mépris politique et social : de l'extrême-droite et de leurs porte-flingues médiatiques aux discriminations les plus violentes, assumées avec un sinistre cynisme par Emmanuel Macron et son monde.

Les attaques anti-sociales, xénophobes, contre les quartiers populaires, contre les pauvres, contre les séropos et non contre les causes systémiques de la pauvreté, reflètent l'idéologie létale de la Macronie. Ces attaques frontales décomplexées et répétées à l'encontre des minorités, détruisent les êtres humains et leur imaginaire. Ce gouvernement et sa majorité parlementaire nous assaillent dans notre quotidien. Sans relâche.

Faisant des dépossédéEs, la cible de répressions féroces, ne respectant aucun traité que la France a signé sur les obligations de protections des réfugiéEs, des MineurEs EtrangerEs Non AccompagnéEs, les décisions de Macron et de la République En Marche (REM) déshumanisent nos frères et sœurs dites "EtrangerEs", rendant leur vie la plus sombre possible, en produisant administrativement obstacles après obstacles, une incertitude systématique sur l'existence même d'un lendemain possible.

Cette tension permanente marque physiquement et psychologiquement les hommes, les femmes et les enfants par les politiques votées et portées par la Macronie.

Ces politiques relèvent de la torture. Depuis 30 ans, toujours nous subissons les insultes, les outrages et les mots qui peuvent tuer: "les pédés au bûcher », nous ramenant à une dénomination de sous êtres humains, dont les mouvements réactionnaires de droite et d'extrême-droite sont fervents dans leur haine.

Par ailleurs, nous sommes touTEs concernéEs par la destruction de l'hôpital public, la restriction de l'accès soins et aux droits sociaux les plus élémentaires.

Nous sommes témoins depuis 30 ans des attaques planifiées sur les quartiers populaires pour y semer le désespoir, et réduire l'horizon des possibles, de la liberté d'être soi-même ou de se rêver dans l'avenir.

Nous comptons année après année les suicides de jeunes LGBTQI, les meurtres de travailleuses et travailleurs du sexe, les traques aux usagerEs de drogues, les assassinats ou les suicides de personnes trans et la mise en danger des personnes incarcéréEs faute de prévention et d'accès aux soins.

Nous sommes témoins du dynamitage de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la santé des plus précaires, des transformations déchirantes à l'œuvre ouvrant l'embourgeoisement et facilitant l'effacement de l'empreinte du temps, des combats antiracistes, sociaux, politiques et donc des ombres des disparuEs et des luttes victorieuses de ces espaces de vies urbains.

Depuis toutes ces années, nous sommes dans la rue, et la réponse des pouvoirs publics est toujours la même : répression, restriction des libertés publiques et individuelles, démembrement des services publics. Les uns après les autres, les gouvernements enchaînent féroceement les mesures néo-libérales, ne jurent que par la rentabilité, multiplient les lois xénophobes, et entravent l'accès aux droits et aux soins pour les dépossédéEs.

Gabriel Attal, produit de l'inceste social, miroir déformant de la bourgeoisie réactionnaire va t'en guerre, annonce avec obscénité que grâce à l'existence des associations tellement sous-financées, elles permettent à l'Etat de faire des économies dans la lutte contre la précarité. Attal assume sans vergogne que les pauvres doivent

se débrouiller touTEs seulEs, isolés et assignés dans un territoire souvent loin des parcours de soin ou de prise en charge administrative. Par son geste hautement politique et par la lettre qu'il prit le temps d'écrire et relayée par Solidaires Etudiant-e-s Lyon, Anas k. révèle par son courage le vrai visage de cette Macronie.

Nous ne sommes pas dupes. Lucides et sachant combien la vie est éphémère. Cette pandémie aux multiples visages demeure sans que les moyens nécessaire soient mis en œuvre pour l'endiguer enfin : dépistage, prévention, information, accès aux soins pour touTEs, renforcement des systèmes de santé et lutte contre la sérophobie.

NON LE SIDA N'EST PAS FINI. IL NE LE SERA NI DEMAIN NI APRES DEMAIN !

Nous accusons Emmanuel Macron comme promoteur du Sida par un délitement éthique et une ignorance crasse des enjeux de santé publique, détruisant ainsi nos vies et nos espoirs collectifs. Sa responsabilité est historique en reniant toute responsabilité de la conscience.

Par son acharnement à disloquer les acquis sociaux, par son mépris des personnes vulnérables, démuniEs, Macron met en danger la vie des malades, ordonnances après ordonnances, lois après lois, décrets après décrets. Les personnes vivant avec le VIH et les populations dites « clés » sont touchées de plein fouet par l'ensemble de ces régressions qui, si elles profitent aux unEs, en assassinent d'autres. Le président Macron est aujourd'hui un vecteur de la pandémie du VIH/SIDA.

Act Up-Paris est solidaire des résistances et des ripostes aux mesures anti-sociales orchestrées par Macron et son gouvernement. Plus que jamais lutter contre le SIDA c'est lutter contre toute forme de discrimination, c'est lutter contre la précarité organisée, c'est lutter contre la stigmatisation, contre les violences d'Etat, contre les répressions, aux cotés des minorités, des communautés les plus ciblées.

Act Up-Paris exige :

- le maintien de l'accès à la complémentaire santé solidaire pour tout demandeur d'asile sans délais de carence,
- l'intégration de l'Aide Médicale d'Etat (AME) au droit commun de la Sécurité Sociale,
- l'accès au matériel d'injection stérile en milieu carcéral,
- l'accès universel au dépistage VIH/VHC/VHB/IST,
- la démedicalisation et la déjudiciarisation des parcours de transition,
- l'arrêt des mutilations intersexes,
- l'abrogation de la loi de pénalisation des clients d'avril 2016,
- l'abrogation de la loi de 1970 relative à l'usage de stupéfiants,
- la mise en examen d'Agnès Buzyn et Christophe Castaner pour mise en danger de la vie d'autrui.

Rejoignez-nous, le 1^{er} décembre 2019 à 15h30 place de la République !